

EDITORIAL

De très graves événements ont suivi la date historique du 30 juin 1960 qui semblait devoir marquer l'heureuse naissance d'une nouvelle République : ils ont secoué non seulement celle-ci et son ancienne métropole, mais le monde tout entier.

Il appartiendra à la science politique de les examiner, sine ira et studio, à tête reposée, pour faire objectivement la part de la vérité et de l'erreur, moins pour juger les hommes que pour établir les faits et en comprendre le sens. Il faudra, en procédant à cette étude, se retrancher dans l'inébranlable sérénité de la science et se tenir à une distance suffisante de l'agitation partisane et des préjugés, quels qu'ils soient. Cette tâche, assurément, est difficile et souvent ingrate, mais il convient de l'entreprendre, ne fût-ce que pour tirer des faits les enseignements qu'ils peuvent comporter.

Déjà quelques impressions très générales se dégagent de l'observation de ce qui s'est passé. Elles permettent notamment de poser le problème d'un certain empirisme politique qui a permis trop longtemps à l'Etat de dériver à la merci des événements, de se laisser conduire et surprendre par eux, plutôt que de décider et d'agir en connaissance de cause et de prendre à temps des mesures nécessaires.

On a trop souvent perdu de vue que la politique est devenue, comme parfois certains l'ont dit à juste titre, une science appliquée (1). Au milieu de la complexité croissante des tâches de l'Etat contemporain, il est indispensable que l'action politique soit appuyée sur une connaissance valable des divers éléments des problèmes qui se posent ou qui peuvent, un jour, se poser. Il n'est plus possible de se fier à de vagues approximations des multiples données des situations dans lesquelles on finit par être placé : les dirigeants politiques ne peuvent plus se borner à gouverner selon l'inspiration du moment ou selon d'heureuses intuitions, ni même selon des programmes inventés de toutes pièces et sans bases suffisantes. Ils doivent à présent se rendre compte de la nécessité d'une étude véritablement scientifique des problèmes qu'il leur ap-

partient de résoudre. Or, il faut bien constater que dans la plupart des cas — et malheureusement surtout dans les cas les plus graves — la plupart de ces dirigeants ne sentent même pas l'utilité d'une étude de ce genre, croyant sans doute que la science politique ne les concerne pas et ne peut avoir pour eux qu'un intérêt purement théorique.

Mais la politique est aussi un art. Il ne suffit pas d'avoir l'indispensable connaissance des éléments de base sur lesquels les décisions et actions politiques doivent être fondées. Il faut encore plus que cela. Il faut que les hommes politiques, dûment informés de ce qu'ils doivent savoir, puissent en tirer les conclusions pratiques et soient en mesure de prendre, en temps utile, des décisions saines et de les faire exécuter. A cet égard la politique suppose des aptitudes et des talents que la science, comme telle, est incapable de fournir et qu'on ne peut d'ailleurs trouver que chez un très petit nombre de personnes bénéficiant, à cet effet, d'un charisme particulier. Un certain génie, une certaine intuition, une certaine inspiration resteront toujours nécessaires et c'est bien l'un des problèmes les plus fondamentaux des démocraties contemporaines que de discerner et de choisir, pour les mettre à leur tête, des hommes qui soient à la fois capables de connaître et d'agir et qui puissent valablement assumer la responsabilité du sort de leurs semblables.

D'autre part, l'agencement et le fonctionnement des institutions de l'Etat doivent être tels qu'il soit possible de préparer les décisions, de les prendre et de les exécuter. A cet égard, les événements de juillet 1960 auront fait éclater au grand jour ce « malaise » qui avait amené M. Grégoire à prendre, il y a quelques mois, l'initiative de son Enquête auprès de nos membres et de nos lecteurs (2). Ce malaise a pris, cet été, l'ampleur d'une véritable crise du régime. Le problème de la réforme des ins-

(1) Cfr. J.P. HAESAERT, *Politiek als toegepaste wetenschap*, in *Politica-Berichten*, 1953, n° 3, pp. 2-11.

(2) Cfr. *Res Publica*, 1960, n° 1, pp. 3-5.

titutions est maintenant posé de la manière la plus nette : certains remèdes ont été proposés depuis bien longtemps, mais d'énormes obstacles, de puissants intérêts établis et souvent aussi une certaine paresse, un certain manque de courage, ont fait échec aux meilleures intentions. Là aussi, la science politique a un rôle à jouer : son concours est indispensable pour permettre la préparation et l'élaboration des réformes.

Enfin, il est peut-être permis d'espérer que la crise congolaise puisse contribuer à faire comprendre aux Belges que la politique doit cesser

d'être infléchie principalement par d'étroits intérêts particuliers, aussi respectables qu'ils soient, et qu'il importe de restaurer le sens de l'intérêt général et celui de l'État. Puissent-ils comprendre aussi que dans le monde contemporain les dimensions de la politique ont changé et que seuls de grands desseins et de grands sacrifices peuvent sauver les peuples libres du déclin et leur ouvrir la voie du salut (3).

RES PUBLICA

(3) Voir à ce sujet le *Speech of Acceptance* tenu le 15 juillet 1960 à Los Angeles par le Sénateur Kennedy (*New York Times* du 16 juillet 1960).

